

Chambre des Représentants

SESSION 1975-1976.

9 MARS 1976.

PROJET DE LOI portant création de l'Institut géographique national.

AMENDEMENT
PRESENTE PAR LE GOUVERNEMENT.

Art. 24bis (nouveau).

Insérer un article 24bis (nouveau) libellé comme suit :

« Art. 24bis. — Pendant un délai de six mois à dater de l'entrée en vigueur de la présente loi, il peut être procédé à des nominations dans l'Institut, indépendamment de l'existence des arrêtés royaux fixant le statut et les cadres du personnel, sans qu'il soit besoin de l'avis du comité de gestion, et par dérogation, tant aux dispositions légales et réglementaires conférant des droits de priorité, des facilités ou des quotas réservés en matière de recrutement qu'aux prescriptions statutaires relatives au recrutement, au changement de grade et à la promotion. Lesdites nominations ont lieu après avis publié au Moniteur belge au moins quinze jours avant la date limite pour l'introduction des candidatures et s'adressant aux candidats belges, de conduite irréprochable, jouissant des droits civils et politiques et satisfaisant aux lois sur la milice ».

JUSTIFICATION.

Ainsi qu'il résulte de l'exposé des motifs du projet de loi, l'Institut géographique national remplace l'actuel Institut géographique militaire. Malgré la forme différente du nouvel Institut par rapport à l'ancien, c'est-à-dire le remplacement d'un service ministériel par un organisme d'intérêt public doté d'une large autonomie, il est évident qu'en vertu de la mission à honorer, l'activité ne peut pas se trouver interrompue, quelles que soient les difficultés inhérentes au démarrage de l'Institut dans sa nouvelle structure juridique. Ceci pose avant tout la question de savoir comment il sera répondu aux besoins en matière de personnel.

Voir :

636 (1974-1975) :

- N° 1 : Projet de loi.
- N° 2 : Amendement.

Kamer van Volksvertegenwoordigers

ZITTING 1975-1976.

9 MAART 1976.

WETSONTWERP tot oprichting van het Nationaal Geografisch Instituut.

AMENDEMENT
VOORGESTELD DOOR DE REGERING.

Art. 24bis (nieuw).

Een artikel 24bis (nieuw) invoegen, luidend als volgt :

« Art. 24bis. — Gedurende een termijn van zes maanden vanaf de datum waarop deze wet in werking treedt, kan bij het Instituut tot benoemingen worden overgegaan zonder dat met het bestaan van de koninklijke besluiten, waarbij het statuut en de personeelsformaties worden bepaald, rekening wordt gehouden, zonder dat het comité van beheer een advies moet uitbrengen en in afwijking zowel van de wettelijke en reglementaire bepalingen waarbij prioriteitsrechten, faciliteiten of inzake aanwerving voorbehouden quota worden toegekend als van de statutaire voorschriften in verband met de werving, de verandering van graad en de bevordering. De voormelde benoemingen geschieden nadat uiterlijk vijftien dagen vóór de uiterste datum vastgesteld om zich als kandidaat aan te melden, een bericht in het Belgisch Staatsblad is bekendgemaakt dat is bestemd voor de Belgische kandidaten die van onberispelijk gedrag zijn, de burgerlijke en politieke rechten genieten en aan de dienstplichtwetten voldoen ».

VERANTWOORDING.

Zoals blijkt uit de memorie van toelichting bij het wetsontwerp wordt het bestaande Militair Geografisch Instituut door het Nationaal Geografisch Instituut vervangen. Ondanks het feit dat het nieuwe Instituut, wat de vorm betreft, van het voormalige verschilt — er wordt met name voorzien in de vervanging van een ministeriële dienst door een instelling van openbaar nut die over een ruime autonomie beschikt — is het duidelijk dat krachtens de opdracht die moet worden vervuld de activiteit niet mag worden onderbroken, welke ook de moeilijkheden zouden kunnen zijn die zich bij de start van het Instituut in zijn nieuwe juridische structuur zouden kunnen voordoen. Zo rijst in de eerste plaats de vraag op welke manier aan de personeelsbehoeften zal worden voldaan.

Zie :

636 (1974-1975) :

- N° 1 : Wetsontwerp.
- N° 2 : Amendement.

Le projet de loi consacre deux articles au personnel dont un seul, à savoir l'article 17, contient des dispositions tenant plus particulièrement compte de la situation particulière du futur Institut en sa qualité de successeur de l'ancien Institut géographique militaire : y sont prévues, d'une part la faculté d'une mise à la disposition avec maintien du statut, de personnel du département de la Défense nationale, et d'autre part, la reprise éventuelle de militaires ou d'anciens militaires d'après des conditions fixées par le Roi.

Ces dispositions risquent toutefois d'être insuffisantes. Il faut en outre permettre de doter l'Institut, dès le fonctionnement dans sa nouvelle forme, du personnel qualifié dont il a besoin. Bien sûr, le personnel de l'ancien Institut géographique militaire serait toujours en place (notamment éventuellement en application de l'article 22 du projet de loi), mais il n'est pas suffisant d'assurer la gestion et l'exploitation courantes. Il faut en outre organiser et diriger (avec les options appropriées) dès le début et ce à chaque niveau. Il s'agit là d'une nécessité urgente à laquelle ne peuvent pas répondre des dispositions conçues pour sortir leurs effets en régime normal, c'est-à-dire lorsque l'Institut fonctionnera après avoir dépassé les difficultés inhérentes au début de la mise en place des nouvelles structures. En d'autres mots, il faut, pendant un laps de temps correspondant en quelque sorte à une période transitoire de mise en place de la nouvelle personne juridique, pouvoir donner à celle-ci le personnel qualifié nécessaire, le cas échéant en dérogation aux dispositions réglant normalement la matière du recrutement et de la mise à disposition de personnel.

Le présent amendement tend à ajouter au chapitre VIII, « Dispositions transitoires et abrogatoires », du projet de loi, un article 24bis qui, tenant plus particulièrement compte de la situation spéciale de l'Institut, se rapporte à des nominations à faire pendant les premiers mois suivant la création du nouvel Institut. Le principe de cet article 24bis est que ces nominations doivent pouvoir se faire le plus vite possible et sans être freinées par des restrictions légales et statutaires qui peuvent se concevoir pour un fonctionnement en régime normal mais dont l'observance pendant la mise en place des nouvelles structures pourrait gêner considérablement l'accomplissement et la non-interruption de la mission de l'Institut lorsqu'il revêt sa nouvelle forme. Les commentaires ci-après expliquent plus en détail comment, dans le texte proposé, il a été répondu à cette nécessité.

Tout d'abord, dans cet ordre d'idées, deux remarques liminaires doivent être faites. D'une part, le texte de l'article 24bis ne contient aucune référence à une dérogation quelconque à la législation en matière linguistique. Celle-ci reste donc intégralement applicable aux nominations visées par ledit article 24bis, ainsi que l'a fait remarquer le Conseil d'Etat dont l'avis, joint en annexe, a été fidèlement suivi. D'autre part, le premier membre de phrase qui limite l'application de la faculté de nommer à une période relativement brève (six mois à partir de l'entrée en vigueur de la loi) indique bien qu'il s'agit ici d'un régime exceptionnel ne concernant que la mise en place de l'Institut. Lorsqu'il est fait état dans le texte, de la possibilité de procéder à des nominations dans ledit délai, cela veut dire que l'arrêté ministériel de nomination est signé par le Ministre de la Défense nationale avant l'expiration de cette période, le même principe valant le cas échéant pour les nominations faites éventuellement par le fonctionnaire dirigeant en application d'une délégation, toute cette matière trouvant son siège dans l'article 16 du projet de loi.

Ensuite, le texte proposé rend possibles les nominations dont il est question, sans tenir compte de l'existence ou non des arrêtés royaux fixant le statut et les cadres du personnel. En effet, les termes de l'article 11, § 1, de la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public, loi à laquelle le nouvel Institut serait soumis en vertu de l'article 1, § 2, du projet de loi, disposent notamment que le Roi fixe le statut et les cadres du personnel. Les différentes formalités précédant l'entrée en vigueur de ces arrêtés royaux peuvent impliquer des délais tels qu'il n'est pas possible d'attendre cette entrée en vigueur pour procéder aux nominations envisagées au présent amendement. Celui-ci prévoit pour cette raison la possibilité de nominations indépendamment desdits arrêtés royaux.

En outre, c'est toujours ce motif d'urgence imposé par la nécessité du fonctionnement discontinu de l'Institut dans sa nouvelle structure malgré les difficultés inhérentes à tout début, qui est à l'origine de la dispense d'avis du comité de gestion, avis prévu à l'article 16 du projet de loi.

Twee artikelen van het ontwerp handelen over het personeel. Een ervan, artikel 17, bevat bepalingen die meer in het bijzonder rekening houden met de speciale toestand van het toekomstig Instituut in zijn hoedanigheid van opvolger van het voormalig Militair Geografisch Instituut : er wordt enerzijds voorzien in de mogelijkheid personeel van het departement van Landsverdediging met behoud van zijn statuut ter beschikking van het Instituut te stellen en anderzijds in het eventuele opnemen van militairen of oud-militairen met inachtneming van de voorwaarden die door de Koning zijn bepaald.

Het gevaar bestaat evenwel dat deze bepalingen niet toereikend zouden zijn. Daarenboven moet de gelegenheid worden geboden om het Instituut, vanaf het ogenblik waarop het in zijn nieuwe vorm begint te werken, van het vereiste bevoegde personeel te voorzien. Het personeel van het voormalig Militair Geografisch Instituut zou natuurlijk nog steeds aanwezig zijn (met name eventueel ter uitvoering van artikel 22 van het wetsontwerp). Het is nochtans niet voldoende de gewone exploitatie en het normale beheer te waarborgen. Van bij de aanvang moet bovendien op elk niveau georganiseerd en geleid (met de aangewezen opties) worden. Het betreft een dringende behoefte waarin niet kan worden voorzien door bepalingen die zijn opgevat om uitwerking te hebben binnen het raam van een normaal stelsel, d.w.z. wanneer het Instituut zal werken nadat de moeilijkheden zijn overwonnen die zich voordoen wanneer met nieuwe structuren wordt gestart. Met andere woorden, het is vereist gedurende een bepaalde periode, die in zekere zin overeenstemt met een overgangperiode die wordt toegekend aan de nieuwe rechtspersoon die van start gaat, dat aan deze laatste het vereiste bevoegde personeel, in voorkomend geval in afwijking van de bepalingen waarbij normaal de werving en het ter beschikking stellen van personeel worden geregeld, wordt toegewezen.

Dit amendement beoogt in hoofdstuk VIII, « Opheffings- en overgangsbepalingen », van het wetsontwerp een nieuw artikel 24bis in te voegen dat, meer bepaald rekening houdend met de speciale toestand van het Instituut, betrekking heeft op benoemingen binnen de eerste zes maanden na de oprichting van het nieuwe Instituut. Het principe van dit nieuw artikel 25 is dat deze benoemingen zo vlug mogelijk moeten kunnen geschieden zonder te worden afgeremd door wettelijke en statutaire beperkingen die aanvaardbaar zijn wanneer binnen het raam van een normaal stelsel wordt gewerkt maar die, indien zij worden in acht genomen gedurende de periode tijdens welke met de nieuwe structuren wordt gestart, een zeer storende invloed zouden kunnen uitoefenen op het volbrengen en het niet-onderbreken van de opdracht van het Instituut op het ogenblik dat het zijn nieuwe vorm aanneemt. In de commentaar die hierna is opgenomen, wordt meer in detail uitgelegd op welke wijze, met behulp van de voorgestelde tekst, aan deze vereiste werd beantwoord.

In aansluiting hierop worden twee voorafgaande opmerkingen gemaakt. Enerzijds bevat de tekst van het nieuw artikel 24bis geen enkele verwijzing naar een gebeurlijke afwijking op de wetgeving op het gebruik der talen. Deze blijft dus integraal van toepassing op de benoemingen bij toepassing van dit nieuw artikel 24bis, zoals werd opgemerkt door de Raad van State waarvan het in bijlage toegevoegd advies volledig werd nageleefd. Anderzijds bewijst het eerste zinsdeel waarbij de toepassing van de mogelijkheid om te benoemen tot een betrekkelijk korte periode (zes maanden vanaf de inwerkingtreding van de wet) wordt beperkt, voldoende duidelijk dat het om een uitzonderlijk stelsel gaat dat slechts op de start van het Instituut betrekking heeft. Wanneer in de tekst gewag wordt gemaakt van de mogelijkheid om binnen deze termijn tot benoemingen over te gaan, dan betekent zulks dat het ministerieel benoemingsbesluit vóór het einde van die periode door de Minister van Landsverdediging wordt ondertekend; hetzelfde principe geldt trouwens, in voorkomend geval, voor de benoemingen waartoe de leidende ambtenaar eventueel overgaat bij toepassing van een overdracht. Deze regeling is gegrond op artikel 16 van het wetsontwerp.

Vervolgens worden de besproken benoemingen op grond van de voorgestelde tekst mogelijk zonder dat rekening moet worden gehouden met het al dan niet bestaan van de koninklijke besluiten waarbij het statuut van het personeel en de personeelsformaties worden bepaald. Bij artikel 11, § 1, van de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut — wet waaraan het nieuwe Instituut, krachtens artikel 1, § 2, van het ontwerp zou onderworpen zijn — wordt met name bepaald dat de Koning het statuut en het kader van het personeel vaststelt. Met de verschillende formaliteiten die de inwerkingtreding van deze koninklijke besluiten voorafgaan, kunnen termijnen gepaard gaan die van zodanige aard zijn dat het niet mogelijk is deze inwerkingtreding af te wachten vooraleer de benoemingen te verwezenlijken die in het amendement worden overwogen. Om die reden wordt door dit amendement de mogelijkheid beoogd te benoemen zonder met de voormelde koninklijke besluiten rekening te houden.

Daarenboven is het steeds op grond van de dringende noodzakelijkheid die verband houdt met de vereiste dat het Instituut in zijn nieuwe structuur zonder onderbreking moet blijven werken, ondanks de moeilijkheden die zich bij elke start voordoen, dat het beheerscomité zijn bij artikel 16 van het wetsontwerp voorgeschreven advies niet moet uitbrengen.

Plus loin, le texte proposé tend à écarter en l'occurrence les limitations et complications résultant des différentes lois qui accordent ou réservent à certaines catégories de citoyens une situation privilégiée pour ce qui concerne l'accèsion aux fonctions publiques, et les mesures d'exécution qui les concernent. En égard aux premières nécessités de bon fonctionnement du nouvel Institut, serait écartée l'application aux nominations envisagées ici notamment des lois des 3 août 1919 et 27 mai 1947 relatives aux droits de priorité des anciens combattants et assimilés, ainsi que de l'arrêté royal du 28 janvier 1953 qui concerne les membres belges du corps expéditionnaire de la Corée et les assimilés; des lois relatives au personnel d'Afrique coordonnées le 21 mai 1964; de l'arrêté royal n° 3 du 18 avril 1967 facilitant le recrutement ou l'engagement dans les services publics, de personnes licenciées à la suite de la fermeture totale ou partielle de charbonnages; et de la loi du 26 mars 1968 facilitant le recrutement dans les services publics des personnes ayant accompli des services à la coopération avec les pays en voie de développement. Il est bien vrai que l'application desdites dispositions aux organismes d'intérêt public est soit fort limitée dans son champ d'application (voir article 12 des lois du 3 août 1919 et 27 mai 1947), soit conditionnée par un arrêté royal (voir l'article 5 nouveau de la loi précitée du 26 mars 1968 visant les organismes d'intérêt public dont le personnel est régi par l'arrêté royal du 8 janvier 1973; voir aussi l'article 2, deuxième membre de l'énumération de l'arrêté royal n° 3 du 18 avril 1967); c'est seulement dans les lois coordonnées du 21 mai 1964 que les organismes d'intérêt public sont visés dès qu'ils sont soumis à la loi du 16 mars 1954 (voir leur article 6, § 1). Il est bien vrai aussi que des limitations à cette législation peuvent être apportées par voie d'arrêté royal (voir article 5 des lois des 3 août 1919 et 27 mai 1947; voir aussi l'article 6, premier membre de l'énumération, deuxième alinéa nouveau de la loi du 26 mars 1968 tel que le texte en a été fixé par la loi du 22 août 1975), ou par décision de l'organe de gestion (article 3, alinéa 2, deuxième membre de l'énumération de l'arrêté royal n° 3 du 18 avril 1967), à moins que les limitations ne résultent de la loi elle-même (lois coordonnées du 21 mai 1964, article 6, § 5, alinéas 2 et 3). L'application intégrale des différentes dispositions qui assurent à certaines catégories de citoyens des facilités de recrutement, au nouvel Institut, est donc loin d'être assurée automatiquement, ce qui pourrait faire poser la question de savoir s'il est bien nécessaire de traiter de cet aspect dans l'amendement. C'est pour parer à toute complication et à toute incertitude qu'il est nécessaire de prévoir la faculté de la non-application des dispositions accordant à certaines catégories de citoyens des facilités de recrutement. C'est un des objets de l'amendement.

Toujours dans cet ordre d'idées, l'amendement continue en prévoyant une dérogation aux prescriptions statutaires concernant le recrutement, le changement de grade et la promotion. Certes, ces matières sont normalement réglées par arrêté royal, mais ladite attribution conférée au Roi résulte elle-même d'une délégation donnée par le législateur, et celui-ci peut toujours intervenir en l'occurrence; cette intervention est proposée ici afin d'assurer que les nominations à intervenir pendant la période de début de fonctionnement de l'Institut puissent se faire en tenant uniquement compte des besoins du fonctionnement de l'Institut, sans limitation résultant de l'application des règles statutaires qui, conçues pour un fonctionnement en régime normal, risquent de gêner le démarrage du nouvel organisme.

Enfin, l'amendement proposé prévoit l'obligation d'un appel aux candidats à publier dans le *Moniteur belge*. Ici, l'amendement reprend la matière de l'article 11, alinéa 1, des lois du 3 août 1919 et du 27 mai 1947. Le texte précise toutefois que l'appel s'adresse aux candidats qui satisfont aux conditions essentielles pour un emploi public, et il y a lieu de remarquer qu'en l'occurrence la dérogation générale aux conditions statutaires de recrutement en subit une limitation importante. Les conditions ainsi énoncées sont empruntées à l'article 16, § 1, quatre premiers membres de l'énumération, de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat.

Telle est la justification de cet amendement qui, il est vrai, accorde à l'autorité investie du pouvoir de nomination une très grande liberté d'action, mais dont le principe, d'une part, est rendu nécessaire en vue d'assurer le démarrage du nouvel Institut et, d'autre part, est de toute façon limité dans le temps.

Verder wordt bij de voorgestelde tekst beoogd, in het onderhavige geval, de beperkingen en verwickelingen die het gevolg zijn van de toepassing van de verschillende wetten die aan bepaalde categorieën van staatsburgers een bevoorrechte situatie toekennen of voorbehouden, wat de toetreding tot de betrekkingen in overheidsdienst betreft, en de uitvoeringsmaatregelen die ermee verband houden, te vermijden. Met inachtneming van de eerste noodzaak, wat de werking van het nieuwe Instituut betreft, zou aldus met name de toepassing, met betrekking tot de hier overwogen benoemingen, worden vermeden van de wetten van 3 augustus 1919 en 27 mei 1947 betreffende de prioriteitsrechten van de oudstrijders en gelijkgestelden en ook van het koninklijk besluit van 28 januari 1953 met betrekking tot de Belgische leden van het expeditiekorps voor Korea en de gelijkgestelden; van de op 21 mei 1964 gecoördineerde wetten betreffende het personeel in Afrika; van het koninklijk besluit n° 3 van 18 april 1967 ter bevordering van een gemakkelijker werving of indienstneming in overheidsdienst van personen ontslagen wegens gehele of gedeeltelijke sluiting van steenkolenmijnen; en van de wet van 26 maart 1968 waarbij de aanwerving in openbare dienst wordt vergemakkelijkt van personen die bij de technische coöperatie met de ontwikkelingslanden diensten hebben gepresteerd. Het is inderdaad zo dat de toepassing van de voornoemde bepalingen op de instellingen van openbaar nut zeer beperkt is, wat de toepassingsfeer ervan betreft (zie artikel 12 van de wetten van 3 augustus 1919 en 27 mei 1947), hetzij bij een koninklijk besluit aan bepaalde voorwaarden is onderworpen (zie het nieuwe artikel 5 van de voormelde wet van 26 maart 1968 dat betrekking heeft op de instellingen van openbaar nut waarvan het personeel onder toepassing valt van het koninklijk besluit van 8 januari 1973; zie eveneens artikel 2, tweede lid van de opsomming, van het koninklijk besluit n° 3 van 18 april 1967); de gecoördineerde wetten van 21 mei 1964 hebben slechts betrekking op de instellingen van openbaar nut voor zover deze instellingen aan de wet van 16 maart 1954 zijn onderworpen (zie artikel 6, § 1). Het is eveneens duidelijk dat beperkingen aan deze wetgeving kunnen worden opgelegd door middel van een koninklijk besluit (zie artikel 5 van de wetten van 3 augustus 1919 en 27 mei 1947; zie ook artikel 6, eerste lid, van de opsomming, tweede nieuw lid van de wet van 26 maart 1968 zoals de tekst ervan bij de wet van 22 augustus 1975 werd vastgesteld), of bij beslissing van het orgaan van beheer (artikel 3, lid 2, tweede zinsnede van de opsomming van het koninklijk besluit n° 3 van 18 april 1967), tenzij de beperkingen bij de wet zelf zijn vastgesteld (gecoördineerde wetten van 21 mei 1964, artikel 6, § 5, alinea's 2 en 3). De integrale toepassing, op het Instituut, van de verschillende bepalingen waarbij aan bepaalde categorieën van staatsburgers faciliteiten inzake de werving worden toegekend, is dus geenszins automatisch gewaarborgd zodat de vraag zou kunnen gesteld worden of het wel nodig is dit aspect van het probleem in het amendement te behandelen. Om alle verwickelingen en onzekerheden te verhelpen, werd het nodig geacht te voorzien in de mogelijkheid de bepalingen waarbij aan bepaalde categorieën van staatsburgers faciliteiten inzake de werving worden toegekend, niet toe te passen. Dit is een van de oogmerken van het amendement.

Nog steeds in aansluiting op wat voorafgaat, voorziet het amendement eveneens in een afwijking van de statutaire voorschriften betreffende de werving, de verandering van graad en de bevordering. Normaal worden deze aangelegenheden bij koninklijk besluit geregeld, maar de bedoelde bevoegdheid die aan de Koning wordt toegekend is zelf gegrond op een overdracht die van de wetgever uitgaat; deze laatste kan dus, in voorkomend geval, steeds optreden. Ter zake wordt dit optreden voorgesteld opdat bij de benoemingen waartoe moet worden overgegaan tijdens de startperiode van het Instituut uitsluitend met de werkingsbehoeften van het Instituut rekening zou kunnen worden gehouden zonder dat enige beperking moet worden in acht genomen die het gevolg zou zijn van de toepassing van de statutaire regelen die bij de start van het nieuwe orgaan een storende invloed zouden kunnen hebben aangezien zij zijn uitgewerkt om binnen het raam van een normaal stelsel te worden nageleefd.

Tenslotte voorziet het voorgestelde amendement in de verplichting een oproep tot de kandidaten te richten die in het *Belgisch Staatsblad* moet worden bekendgemaakt. Op dit stuk is het amendement opgesteld met inachtneming van de inhoud van artikel 11, lid 1, van de wetten van 3 augustus 1919 en 27 mei 1947. In de tekst wordt nochtans de nadruk erop gelegd dat de oproep gericht is tot de kandidaten die voldoen aan de essentiële voorwaarden om een betrekking in overheidsdienst te bekleden. In dit verband dient dan ook te worden opgemerkt dat de algemene afwijking van de statutaire wervingsvoorwaarden op die manier sterk wordt beperkt. De aangehaalde voorwaarden zijn ontleend aan artikel 16, § 1, eerste vier leden van de opsomming, van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het Rijkspersoneel.

Dat is de verantwoording van dit amendement waarbij weliswaar een zeer grote handelingsvrijheid wordt toegekend aan de autoriteit die bevoegd is om te benoemen, doch waarvan het principe enerzijds noodgedwongen moet worden in acht genomen opdat het nieuwe Instituut zou kunnen starten en anderzijds in ieder geval in de tijd is beperkt.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le Conseil d'Etat, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de la Défense nationale et des Affaires bruxelloises, le 28 novembre 1975, d'une demande d'avis, *dans un délai ne dépassant pas trois jours*, sur un amendement au projet de loi « portant création de l'Institut géographique national », a donné le 2 décembre 1975 l'avis suivant :

1. *But du projet.*

Afin de faciliter l'organisation et le fonctionnement de l'Institut géographique national, le Ministre de la Défense nationale propose un amendement au projet de loi qui lui permettrait de recruter, par dérogation tant aux dispositions légales que réglementaires, le personnel nécessaire pour le fonctionnement de cet Institut.

Pour ce faire, le Ministre propose d'ajouter un § 3 à l'article 17 du projet de loi.

2. *En ce qui concerne la forme.*

La disposition projetée est une disposition transitoire et non permanente; elle ne devrait donc pas figurer au chapitre V du projet de loi, intitulé « Personnel », mais bien au chapitre VIII, intitulé « Dispositions abrogatoires et transitoires », où elle trouverait sa place entre l'article 24 et l'article 25.

3. *En ce qui concerne le fond.*

Le projet n'appelle pas d'observations en ce qui concerne les dérogations aux règles statutaires et aux règles de priorité. Toutefois, il y a lieu d'attirer l'attention du Gouvernement sur l'application des lois sur l'emploi des langues en matière administrative coordonnées le 18 juillet 1966.

En vertu de l'article 43 desdites lois coordonnées, et à moins qu'il ne soit expressément dérogé à cet article selon les procédures constitutionnellement requises, le Roi devra, avant qu'il puisse faire usage de la faculté prévue par la disposition du projet, prendre successivement un arrêté fixant les degrés de la hiérarchie et un arrêté fixant le cadre linguistique de l'Institut géographique national.

La chambre était composée de

MM. :

J. MASQUELIN, *président*;
H. ROUSSEAU,
J. van den BOSSCHE, *conseillers d'Etat*;
C. VERLAINE, *greffier*.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J. van den BOSSCHE.

Le rapport a été présenté par M. Ch. MENDIAUX, auditeur.

Le Greffier,
(s.) C. VERLAINE.

Le Président,
(s.) J. MASQUELIN.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De Raad van State, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 28^e november 1975 door de Minister van Landsverdediging en van Brusselse Aangelegenheden verzocht hem, *binnen een termijn van ten hoogste drie dagen*, van advies te dienen over een amendement op het ontwerp van wet « tot oprichting van het Nationaal Geografisch Instituut », heeft de 2^e december 1975 het volgende advies gegeven :

1. *Doel van het ontwerp.*

Ten einde de inrichting en de werking van het Nationaal Geografisch Instituut te vergemakkelijken, stelt de Minister van Landsverdediging een amendement op het wetsontwerp voor, krachtens hetwelk hij, met afwijking zowel van de wets- als van de verordeningsbepalingen, het voor de werking van dit Instituut vereiste personeel zou kunnen aanwerven.

Met het oog daarop stelt de Minister voor, aan artikel 17 van het ontwerp een § 3 toe te voegen.

2. *Wat de vorm betreft.*

De ontworpen bepaling is een overgangs- en geen vaste bepaling; de plaats ervan is dus niet in hoofdstuk V van het ontwerp, « Personeel », maar in hoofdstuk VIII, « Opheffings- en overgangsbepalingen », waar ze tussen artikel 24 en artikel 25 kan komen te staan.

3. *Wat de inhoud betreft.*

Bij het ontwerp zijn geen opmerkingen te maken wat de afwijkingen van de statuut- en prioriteitsregelen betreft. De Regering moge evenwel attent worden gemaakt op de toepassing van de op 18 juli 1966 gecoördineerde wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken.

Krachtens artikel 43 van die gecoördineerde wetten, en tenzij uitdrukkelijk van dat artikel wordt afgeweken volgens de grondwettelijk vereiste procedures, zal de Koning, vooraleer gebruik kan worden gemaakt van de mogelijkheid waarin de ontworpen bepaling voorziet, achtereenvolgens een besluit houdende vaststelling van de trappen van de hiërarchie en een besluit houdende vaststelling van het taalkader van het Nationaal Geografisch Instituut moeten vaststellen.

De kamer was samengesteld uit

de HH. :

J. MASQUELIN, *voorzitter*;
H. ROUSSEAU,
J. van den BOSSCHE, *staatsraden*;
C. VERLAINE, *greffier*.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J. van den BOSSCHE.

Het verslag werd uitgebracht door de H. Ch. MENDIAUX, auditeur.

De Griffier,
(get.) C. VERLAINE.

De Voorzitter,
(get.) J. MASQUELIN.